

LIBYE

Kadhafi en Russie pour discuter d'armement et d'énergie nucléaire

Le dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi, s'est rendu hier en Russie, pour la première fois en 23 ans, une visite de trois jours qui pourrait relancer la coopération militaire et dans le domaine de l'énergie nucléaire entre Tripoli et son ex-allié du temps de l'URSS.

L'avion du leader libyen a atterri vers 12h15 GMT à l'aéroport de Moscou-Cheremetievo, a annoncé à l'AFP un responsable de l'aéroport.

Des achats d'armes russes seront au menu de cette visite qui devait débiter par un dîner à 16h00 GMT avec le président Dmitri Medvedev dans sa résidence de Meindorf, près de Moscou, selon le Kremlin. «Le développement traditionnel des liens dans le domaine de la coopération militaro-technique» sera l'un des sujets de discussion, a indiqué une source au Kremlin. Les entretiens prévus aujourd'hui entre MM. Medvedev et Kadhafi pourraient aussi porter sur «l'énergie nucléaire pacifique», a ajouté cette source au Kremlin, en allusion à des informations selon lesquelles Moscou et Tripoli négocient la construction d'une centrale atomique en Libye. En outre, ce pays est «prêt à héberger une base militaire navale russe» dans le port de Benghazi, a rapporté hier le quotidien *Kommersant*, en citant une source liée à la préparation de la visite de M. Kadhafi.

«La présence militaire russe sera une garantie de non-agression de la Libye de la part des Etats-Unis qui ne se pressent pas d'êtreindre le colonel Kadhafi, en dépit de plusieurs gestes de réconciliation», explique *Kommersant*. Cette proposition de Mouammar Kadhafi est censée «atténuer le

mécontentement du Kremlin» provoqué par «le non-respect» par Tripoli de ses accords avec la Russie, écrit le journal. La Libye a obtenu en avril l'effacement de sa dette envers l'ancienne URSS, qui se monte à 4,5 milliards de dollars, en échange d'importants contrats avec des entreprises russes que Tripoli n'aurait pas encore honorés. Les contrats de ventes d'armes qui seront évoqués au cours de cette visite pourraient dépasser les 2 milliards de dollars (1,5 milliard d'euros), a indiqué hier une source au sein du complexe militaro-industriel russe, citée par l'agence Interfax. La Libye serait aussi intéressée par des systèmes de missiles sol-air S-300 et TOR-M1, des



Kadhafi à son arrivée à Moscou.

chasseurs MiG-29 et Su-30 et des chars T-90, selon cette source.

Le début de la coopération militaire russo-libyenne remonte à l'arrivée au pouvoir de Mouammar Kadhafi en 1969, à la suite d'un

putsch qui renversa le régime du roi Idris. La Libye devint alors un important partenaire de l'URSS et un bon client pour les armes soviétiques, une coopération vue d'un mauvais œil par Washington. Renonçant

en 2003 à son programme d'armes de destruction massive, le «Guide de la révolution» libyenne se rapproche alors des puissances occidentales, qui commencent à le courtiser ouvertement, alléchées par

des perspectives de contrats, notamment dans l'énergie. Les relations entre Tripoli et Moscou se sont réchauffées après la visite en avril en Libye de Vladimir Poutine, alors président.

M. Poutine devenu Premier ministre recevra également M. Kadhafi aujourd'hui. Le rapprochement avec Moscou ne signifie pas pour autant que Mouammar Kadhafi renoncera à la coopération avec l'Occident, estiment des analystes.

M. Kadhafi, qui doit rester jusqu'à demain dimanche en Russie, a demandé de planter sa tente de bédouin à Moscou, a indiqué jeudi à l'AFP une source au Kremlin, ajoutant que «des discussions» sur son emplacement étaient en cours. Le dirigeant libyen se rendra ensuite au Bélarus et en Ukraine, ont fait savoir des sources libyennes dans la capitale russe.

CAMEROUN

Dix employés étrangers du pétrole enlevés par des rebelles

Dix personnes, travaillant sur un bateau dans le secteur pétrolier, ont été enlevées hier en eaux camerounaises, à la frontière du Nigeria, par des rebelles aux motivations floues, les Bakassi Freedom Fighters, qui menacent de les tuer dans les trois jours.

Les dix membres d'équipage, six Français, deux Camerounais, un Tunisien et un Sénégalais, se trouvaient sur un navire du groupe français Bourbon, le *Bourbon Sagitta*, opérant sur un terminal pétrolier, a-t-on appris hier auprès du

groupe à Marseille.

Les rebelles ont attaqué dans la nuit de jeudi à vendredi, vers minuit, le bateau de service qui relie les plate-formes pétrolières du secteur où opère Total. «Des individus armés à bord de trois fly boats (vedettes) ont abordé le navire et sont repartis avec 10 des 15 membres de l'équipage», a déclaré une porte-parole du groupe Bourbon. Un groupe rebelle camerounais, les Bakassi Freedom Fighters, a revendiqué l'enlèvement.

«Les 10 sont entre nos mains. Si vous ne dites pas au gouvernement camerounais de venir ici (à Bakassi) discuter avec nous, nous les tuerons tous dans trois jours», a affirmé un «brigadier» du mouvement joint au téléphone depuis Libreville. Le rebelle n'a pas donné d'autres détails sur ses revendications ni sur l'état de santé des otages.

Le ministère français des Affaires étrangères a indiqué se mobiliser «à Paris ainsi qu'au Cameroun à Yaoundé et à Douala».

La France mettra «tout en œuvre pour préserver la



sécurité de ses ressortissants et obtenir leur libération dans les délais les plus brefs», a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay, Romain Nadal.

«Nous avons pris connaissance de cette revendication mais nous sommes en train de vérifier son authenticité», a-t-il dit. «Nous avons des idées assez précises sur les personnes qui ont commis cette attaque et les raisons de cette attaque», a-t-il ajouté, sans plus de précisions. Le chef de la diplomatie française, Bernard Kouchner, «a demandé que soit immédiatement activé le Centre de crise du ministère», a par ailleurs indiqué un communiqué du Quai

d'Orsay. L'enlèvement s'est produit alors que le navire était «en support d'une opération de chargement de brut sur un terminal pétrolier offshore à 180 kilomètres au large de Douala», selon le groupe Bourbon.

La péninsule de Bakassi est une région de mangrove très instable et infestée de groupes armés. Officiellement rétrocédée au Cameroun par le Nigeria le 14 août après quinze ans d'un différend frontalier entre les deux pays, elle est potentiellement riche en pétrole et gaz. Plusieurs incidents ont opposé ces derniers mois les forces camerounaises à des groupes armés dans la péninsule. Depuis

novembre, vingt-huit militaires, un sous-préfet et une vingtaine d'«assaillants» ont été tués à Bakassi dans des attaques de ces groupes dont les motivations restent floues. Les Bakassi Freedom Fighters est un groupe rebelle membre du Niger Delta Defence and Security Council (NDDSC) qui a notamment revendiqué les attaques de juin et juillet dans la péninsule qui avaient coûté la vie à 7 soldats camerounais et un sous-préfet.

L'attaque d'un chalutier par des vedettes rapides le 18 octobre leur avait également été attribuée. Dans une interview au journal Camerounais *Le Messager* en juillet, son commandant Ebi Dari avait laissé entendre qu'il était hostile à l'accord de Greentree, signé en 2006 par Abuja et Yaoundé, pour fixer les modalités de retrait du Nigeria de la péninsule.

Il demandait déjà au gouvernement camerounais de négocier et reprochait au Cameroun ainsi qu'au Nigeria de ne pas avoir consulté les populations locales.

De source proche des militaires camerounais, les «rebelles» chercheraient surtout à obtenir des «dommages et intérêts» ainsi que des «compensations financières».

MALI

Les deux otages autrichiens sont libres

Les deux otages autrichiens enlevés le 22 février en Tunisie et retenus depuis huit mois au Mali ont été libérés, a annoncé hier la ministre autrichienne des Affaires étrangères, Ursula Plassnik, confirmant l'annonce de leur libération par la présidence du Mali.

«Notre ambassadeur spécial Anton Prohaska m'a informée aujourd'hui (vendredi) que Wolfgang Ebner et Andrea Kloiber ont été libérés par leurs ravisseurs la nuit dernière après 252 jours de séquestration», a indiqué M^{me} Plassnik dans un communiqué.

Les deux Autrichiens voyageaient à bord de leur véhicule 4x4 dans le sud de la Tunisie lorsqu'ils ont été enlevés le 22 février. Ils sont actuellement sous la protection de l'armée malienne et «en route pour Bamako», a également confirmé M^{me} Plassnik.

Le ministère autrichien a prévu d'envoyer dans les prochaines heures un avion dans la capitale malienne pour le rapatriement de ces deux otages chez eux en Autriche, a-t-elle ajouté